

ARUNDHATI ROY A PROPOS DE LA SECURITE NATIONALE ET DES MEDIAS INDIENS

Interview avec Manav Bushan pour 'Free Speech Debate' en janvier 2012

(Ce texte est la traduction d'une retranscription légèrement révisée)

L'activiste et romancière primée indienne parle à Manav Bhushan des limites à la liberté de parole en Inde, y compris de la censure du gouvernement par l'intermédiaire des médias et des brigades d'hommes de main.

Manav Bushan: Pensez-vous qu'il devrait y avoir des restrictions à la liberté de parole pour des raisons de sécurité nationale, d'ordre public ou de morale?

Arundhati Roy: Non. Je suis totalement contre toute restriction. Un fois qu'on a des restrictions, elles se prêtent à interprétations et les interprétations favoriseront toujours l'état ou les autorités en place. Par conséquent, je suis totalement contre toute restriction.

MB: Des exemples, en Inde, et auparavant en Europe, montrent que le fascisme commence par des discours, qui engendrent la haine et font appel aux plus bas instincts de la société. Pensez-vous que nous avons besoin de contrôler la propagande haineuse des membres de la majorité contre les minorités?

AR: Je ne pense pas qu'il serait juste de dire que le fascisme commence par des discours. Un grand nombre de facteurs ont conduit au fascisme dans différents pays. Le discours était juste une forme d'expression. Je ne pense pas que s'il y avait eu des limites à la liberté de parole, il n'y aurait pas eu de fascisme. La bloquer serait contre-productif. Assurément, en Inde, je pense que le problème ne réside pas dans la propagande haineuse. Le problème vient du fait que quand des actes de violence communautaire sont commis, quand les états soutiennent gaiement des pogroms et des meurtres, alors rien ne se passe.

Ce n'est pas le discours qui est un problème, c'est l'action. Par conséquent, si l'on dit que l'on vit dans une société avec des lois relatives au meurtre, au massacre, à la brulure des gens à mort et au viol, et qu'on ne prend aucune mesure contre cela, et que l'on veut contrôler la propagande haineuse grâce à une loi, alors, cette loi sera simplement mal employée. Si on considère l'Inde aujourd'hui, je pense qu'un grand nombre de personnes qui ne font pas de propagande haineuse sont accusées de propagande haineuse. Par exemple, si je dois qu'avoir 700.000 soldats qui patrouillent au Cachemire est inadmissible, quelqu'un dit que c'est une propagande haineuse. Donc, je ne pense pas que les grandes opinions politiques ou l'histoire proviennent de l'expression des gens par la parole. Elles viennent de ce que l'on autorise aux gens de se faire les uns aux autres dans un pays ou dans une société.

MB: Vous avez mentionné vos déclarations quant au Cachemire, et les réactions de partis tels que le BJP (Bharatiya Janata Party) et d'autres. Pensez-vous que l'Inde s'achemine vers davantage ou moins de liberté d'expression?

AR: Les réactions aux choses que je dis au sujet du Cachemire ne viennent pas seulement du BJP. Elles proviennent aussi du Congrès. Cela se coagule immédiatement en un espèce de programme nationaliste, ces partis essayant de l'emporter l'un sur l'autre pour montrer de quoi ils sont capables en tant que dirigeants d'une nation sans morale, sans éthique. Mais lorsqu'il s'agit de nous faire

taire, la première carte qu'ils sortent est morale, ou éthique. Mais non, à vrai dire, je pense qu'en Inde, certaines choses se passent.

L'une est qu'il y a une énorme quantité de bruit. Peut-être est-ce parce que nous avons plus de chaînes de télévision que tout autre pays dans le monde. Toutes tombent de plus en plus dans les mains des grosses sociétés, qui ont un conflit d'intérêt majeur parce que celles-ci sont les mêmes sociétés qui s'enrichissent par la privatisation des ressources, par les télécommunications, etc. Et maintenant, elles sont en mesure de contrôler les médias entièrement, soit directement, soit grâce à la publicité. Donc ceci est une forme de contrôle qui se produit.

La deuxième forme de contrôle, c'est quand l'état lui-même attaque les gens pour avoir parlé de choses dont il ne désire pas qu'ils parlent. Et la troisième, c'est qu'il y a eu une grande sous-traitance de la censure. Par conséquent, les partis politiques sous-traitent leur courroux aux brigades d'hommes de main, qui battent les gens dans leurs maisons ou les saccagent, et créent une atmosphère où on commence à devoir y réfléchir à deux fois. Il est important d'y réfléchir à deux fois ou à trois fois avant de parler de choses importantes. Mais on commence à y réfléchir à deux fois avant de dire des choses qui devraient être dites, et ce en raison de la peur.

Donc, cette sous-traitance permet au gouvernement de continuer à prétendre qu'il est démocratique et qu'il autorise la liberté de parole, mais en fait, par tous ces moyens, le contrôle est exercé par les entreprises, les hommes de main, et également par les tribunaux. Même la magistrature est extrêmement abusivement employée par les partis politiques. Par exemple, de nombreuses plaintes ont été déposées contre moi. Partout où je parle, je suis juste traquée par ces gens, par ces petits moyens, de telle sorte que finalement, ils puissent tout simplement me faire peur ou me fatiguer pour me pousser à garder le silence. Par conséquent, ce n'est pas comme une dictature où tout le monde sais ce qui se passe et où personne n'est autorisé à dire quoi que ce soit, c'est effectué d'une manière bien plus élaborée. Et bien sûr, maintenant, ils projettent de contrôler l'Internet.

MB: Selon vous, quel est le moyen d'éviter cette privatisation des médias et le contrôle par les groupes privés auquel on assiste pas simplement en Inde, mais également dans des pays tels que les USA? Et pensez-vous que l'Internet fournisse une solution parce qu'il abaisse l'obstacle à la participation?

AR: Et bien, je suis sûre que la raison pour laquelle le gouvernement envisage de bâillonner l'Internet, c'est que les principaux protagonistes sont inquiets du fait qu'alors qu'ils se débrouillent pour contrôler la télévision, les journaux, etc, l'Internet fourni toujours aux gens un espace pour dire les choses qui doivent être dites. Mais finalement, la solution, enfin, dans l'idéal, la solution - pas juste en ce qui concerne les médias, mais pour tant de choses - est que la propriété croisée d'affaires doit vraiment cesser. On ne peut pas permettre aux grosses sociétés, qui prennent lentement le contrôle de tout, de l'eau à l'électricité, aux minerais, aux télécommunications, de contrôler les médias comme c'est le cas. Ce que je veux dire, c'est que ce genre de conflit d'intérêt doit cesser. Par conséquent, finalement, il devrait y avoir une sorte de législation qui garanti que les médias ne peuvent pas être contrôlés comme cela.

MB: Pensez-vous que le modèle de la BBC, ou le genre de modèle qu'ils ont en Allemagne, où il y a un organisme de droit public contrôlant les médias, responsable devant un comité parlementaire, offrirait une voie plus neutre qui permettrait aux gens d'accéder aux faits.

AR: Je pense que comparé à ce qui se passe, ce serait relativement mieux, mais je ne pense pas que la BBC soit tout à fait neutre. Si on examine le scénario de la politique mondiale, il faut encore demander pourquoi les voies médiatiques s'intéressent énormément aux morts à certains endroits,

mais que quand il y a trois années de révolte continuent, ce n'est pas couvert. Donc pourquoi sélectionnent-elles et quelle est la politique là derrière? Mais je pense certainement que c'est un point de départ. Je ne pense pas qu'il soit si difficile d'imaginer un modèle dans lequel il y a moyen de rendre les médias plus indépendants. Visiblement, ce ne sera jamais parfait. Mais en ce moment, ils parlent d'avancer dans la direction de l'indépendance ou d'avancer dans la direction de, pas juste de contrôle complet, mais presque du bourrage de crâne qui se déroule en Inde, assurément dans un grand nombre de chaînes de télévision. On découvre une situation où ils ont tellement de pouvoir et où ils en abusent dans une telle mesure que cela devient très très dangereux. Dans certains de mes essais, je parle de comment le commissaire de police du Chhattisgarh m'a dit que: 'Ecoutez, cela ne sert à rien d'envoyer la police et l'armée pour dégager les terres...' Il n'a pas dit 'pour les entreprises minières', mais il était sous-entendu que c'était ce qu'il voulait dire. Il a dit, 'Tout ce qu'il faut faire, c'est mettre une télévision dans chaque maison tribale. Le problème avec ces gens, c'est qu'ils ne comprennent pas l'avidité'. Dans, ce n'est pas tellement un jeu superficiel, c'est une affaire très compliquée. Les affaires de ce qui se passe à la télévision et de ce qui est vendu. Ce ne sont pas simplement des chips et des climatiseurs, c'est une philosophie toute entière. C'est toute une mode de pensée qui est complètement destructrice, qui a déjà détruit tant de gens, et l'idée est d'en détruire de plus en plus.

MB: Vous avez écrit abondamment au sujet des problèmes du centre-est de l'Inde (Chhattisgarh), où les sociétés minières cherchent à prendre les terres des tribaux. Vous avez également dit que les protestations gandhiennes, comme celle de Anna Hazare, ont besoin d'un public, qui n'existe pas pour les tribaux au Chhattisgarh. Dans quel genre de scénario pensez-vous que la violence devient une forme nécessaire, pas si légitime, d'exprimer l'angoisse et le besoin de justice?

AR: Je pense que je pourrais me disputer avec vous à propos de l'utilisation du mot 'violence', aussi bien que du fait de relier le mot 'violence' à une forme d'expression. Parce que si la violence est une forme d'expression, alors, cela évoquerait quelque chose de sectaire. Ce n'est pas cela. Je pense que ce qui se passe là est réellement une forme désespérée de défense. D'auto-défense pour leur patrie. Ce n'est pas comme si ils décidaient arbitrairement de devenir violents. Et la violence est un mot que la classe moyenne, et tout particulièrement les gens dans ces studios de télévision aiment utiliser parce qu'il a une connotation très différente de l'idée de résistance ou de lutte armée d'une masse de gens. La violence s'associe également avec le terrorisme, et je ne pense pas qu'on puisse accuser ces gens au Chhattisgarh, qui se battent et sont qualifiés de terroristes, de violence juste parce qu'ils ont refusé de sortir de la jungle et de rejoindre ces camps de la police. Par conséquent, cela ne veut pas dire que les gens qui sont dans la jungle sont des terroristes ou des maoïstes.

La situation complète, c'est que à l'époque coloniale, les tribus étaient assiégées par les autorités coloniales. Mais lorsque l'indépendance est arrivée, la constitution a en fait perpétué la loi coloniale et a dit que les terres tribales appartenaient au ministère forestier. Donc, elle a criminalisé ces autochtones et leur mode de vie. Et aujourd'hui, ils ont été promus du statut de simples criminels à celui de terroristes. Par conséquent, si vous ne sortez pas des forêts, si vous plantez vos graines, si vous vivez dans votre village, vous êtes un terroriste maoïste et risquez d'être abattu à vue. Et alors, on a une situation où un millier de membres des forces de sécurité encerclent un village, y mettent le feu, et violent les femmes ou massacrent ses habitants. Et il y a une réaction ou une réponse, qui pourrait ne pas être juste ailleurs, ensuite, c'est qualifié de terrorisme, de violence. Il y a 200.000 forces de sécurité dans cette forêt, et le gouvernement indien qui se prétend aujourd'hui être une superpuissance, projette de déployer l'armée et l'armée de l'air contre la population la plus pauvre du monde. Donc là, ce n'est plus une affaire d'expression, mais de

guerre. Par conséquent, dans les villes, les formes gandhiennes de protestation sont requises. Je n'ai rien contre. Le simple fait que ce soit une protestation gandhienne ne signifie pas qu'ils protestent pour la bonne cause ou demandent les bonnes choses. Mais c'est un théâtre très efficace, comme Gandhi l'a lui-même montré. Mais je pense qu'elle a besoin d'un public et qu'elle a besoin d'une classe moyenne, d'une classe moyenne favorable. Sinon, si les gens font la grève de la faim dans les mines Bhattis ou un autre endroit peu connu, alors qui s'y intéresse? Il faut les médias. Il faut la classe moyenne. Il faut un public.

MB: Beaucoup de gens soutiendraient que le problème dont souffre les médias indiens est semblable à celui dont souffre la démocratie indienne dans l'ensemble: ils courent après le populisme, ils courent après des choses qui frappent l'imagination de la classe moyenne et de la population en général. Voilà pourquoi il n'y a pas de solidarité avec les personnes marginalisées ou les causes marginalisées. Et cela explique la différence de type d'attention qu'obtient la grève de la faim d'Anna Hazare et du type d'attention qu'a reçu la grève de la faim d'Irom Sharmila. Donc, que pensez-vous de la comparaison entre Anna Hazare et Irom Sharmila, qui utilisaient la même méthode d'expression?

AR: Ici encore, je pense qu'il y a certains fils qu'il faut séparer. L'un est que le mot 'populisme' est un mot intéressant. Parce que le populisme et la classe moyenne sont deux choses distinctes. Donc on a une situation où les rituels de la démocratie, le discours de la démocratie, nous demandent de parler des pauvres et des castes inférieures, et ainsi de suite. Mais ce qu'elle distribue, elle ne le distribue qu'à la classe moyenne. Et les médias, surtout les gros médias, les mass-médias - parce que 90% de leurs revenus proviennent de la publicité des produits de consommation - sont seulement adaptés à cette classe moyenne. Cette classe moyenne est le marché; c'est la consommatrice de tous ces biens de consommation internationaux. Voilà pourquoi tous les sociétés et commerces financiers internationaux lorgnent sur elle. Et cette classe moyenne existe au prix d'un quart-monde beaucoup plus important. L'autre jour, j'ai lu qu'il y a plus de pauvres en Inde que dans les 26 pays d'Afrique les plus pauvres mis ensemble. Cette classe moyenne est le marché, et donc le populisme ne s'adresse qu'à elle, pas à la population toute entière.

Mais la question avec Anna Hazare et Irom Shamila est différente. Irom Shamila est également une personne de la classe moyenne, et il y a beaucoup de gens de la classe moyenne au Manipur qui la soutiennent. Mais ça, c'est la question du nationalisme. Sa scène est une scène beaucoup plus petite, et la population de la classe moyenne (de l'Inde dans son ensemble) est très hostile à cela. Ou tout au plus, elle pourrait dire, 'Oh, la pauvre', mais on ne peut rien faire au sujet du Armed Forces Special Powers Act (AFSPA), qui est une loi qui permet, même aux sous-officiers dans l'armée, de tirer sur des présomptions, et qui a été exploitée au Manipur pour violer et tuer les femmes, raison pour laquelle Orom Shamila fait la grève de la faim, pour que l'AFSPA soit annulée. Mais bien loin d'être annulée, cette loi a été étendue au Nagaland, à l'Assam, au Cachemire, et aujourd'hui, la raison pour laquelle l'armée n'a pas encore été déployée au Chhattisgarh, c'est que l'armée refuse d'être déployée à moins d'avoir la protection et l'impunité qu'offrirait l'AFSPA. Par conséquent, c'est légèrement différent. Le mouvement Anna Hazare en a systématiquement appelé à la classe moyenne de l'Inde, tandis qu'au Manipur, c'est une sorte de lutte sécessionniste anti-nationale contre l'armée.

MB: En ce qui concerne le Manipur et le Cachemire, qui vont à contre-courant du concept de nationalisme, il semble qu'il y ait une énorme divergence dans ce que les gens considèrent comme des faits. Par exemple, il n'y a pas de consensus sur le nombre de personnes torturées au Cachemire, ou sur combien de femmes ont été violées. Et il semble y avoir ce fossé entre les gens

qui sont là, et les gens qui parlent depuis l'extérieur de ce concept de nationalisme. Pensez-vous que ce fossé soit une conséquence des restrictions imposées par l'état indien sur la liberté de parole, ou y a-t-il une autre explication à ceci?

AR: Manifestement, ceci est une énorme explication à cela. Mais le problème avec le Cachemire, c'est que nous ne pouvons même pas dire que c'est 'l'état indien' parce que l'élite indienne s'est fondue dans l'état indien, d'une certaine façon. C'est la différence entre une démocratie comme la nôtre et une dictature - que les espèces de classes supérieures ont fusionné avec l'état, et que donc elles sont aussi nationalistes que l'état. Par conséquent, je ne pense pas qu'il faille que l'état indien frappe à la porte des rédacteurs en chef des grands journaux, parce qu'ils sont heureux de se conformer à ce genre de censure. Et pour quiconque se rendant au Cachemire, il suffit de sortir de l'aéroport pour savoir tout à coup que c'est une zone occupée. Et il ne faut pas longtemps pour arriver à comprendre à quel point cette occupation est dense et comment sont étroitement surveillés, pas juste les médias, mais tout ce qui se passe là. Et assurément, ce n'est pas simplement les journalistes indiens qui rendent compte hors du Cachemire, mais même les journalistes cachemiriens sont soit menacés, soit cooptés. Un grand nombre d'entre eux ne seront pas embauchés à moins d'avoir l'approbation des autorités. Et d'avoir une occupation militaire 24 heures sur 24 pendant vingt ans, c'est comme si le contrôle s'infiltrait dans une nappe phréatique. Il sort des robinets quand vous les ouvrez. Les façons par lesquelles ils contrôlent les gens sont si élaborées. Donc oui, bien sûr, c'est une des choses principales.

Ce qui est très intéressant, c'est que pendant qu'il y a tout ce contrôle sur les médias, si vous êtes un journaliste étranger ou un universitaire étranger, alors vous avez besoin d'une autorisation officielle accordée par les services de sécurité pour entrer en Inde. Si vous êtes un homme d'affaires, vous n'en avez pas besoin. Si vous voulez acheter ou vendre une mine, c'est très bien, mais si vous êtes un universitaire ou un journaliste, vous avez besoin d'une autorisation officielle. Et en même temps, il y a cette éruption de festivals littéraires en Inde. Il y a dix ans, il y avait une éruption de concours de beauté, et aujourd'hui, il y a une éruption de festivals littéraires. Où qu'on aille, il y a un festival littéraire sponsorisé par des sociétés minières, par des sociétés d'équipement, des grosses entreprises et par le gouvernement. Et il y a un va-et-vient d'auteurs. Je ne sais pas quel genre de visa ils ont. Je ne pense pas qu'ils aient besoin d'une quelconque autorisation officielle. Et si on veut, on peut avoir un festival littéraire au Cachemire, de même que le gouvernement sri-lankais organise un festival littéraire après une guerre dans laquelle 40.000 personnes ont été massacrées. Donc il y a cette espèce de fausse éloge de la liberté d'expression. Par conséquent, je pense que nous avons atteint une époque où nous sommes bien au-delà de la 'fabrication du consentement'. Nous avons maintenant la fabrication du dissentiment, on a la fabrication des informations elles-mêmes, et une sorte de ritualisation de la liberté de parole jusqu'à un degré où rien ne peut être entendu. Ou alors on bâillonne. Donc c'est vraiment un jeu élaboré qui se déroule.

MB: Donc, globalement, pensez-vous que nous avons une sorte de campagne de relations publiques élaborées qui semble avoir l'air d'une démocratie, qui autorise la liberté d'expression, mais en même temps contrôle très étroitement le genre de contenu qui est autorisé à sortir et comment il présente l'image de l'Inde?

AR: En Amérique, par exemple, il y a cette législation élaborée quant à la liberté de parole, où ils ont vendu aux enchères les tribunes aux plus offrants. Par conséquent, c'est trop onéreux pour le commun des mortels d'acheter la liberté de parole. Ici aussi, cela s'est passé. Mais le côté positif de ce que l'on a en Inde, c'est premièrement cette importante population qui n'a pas accès aux journaux. Mais ils passent à la télévision. Mais il y a cette espèce d'anarchie, où ces gens ne

peuvent pas encore dominer la population toute entière si facilement. Il y a beaucoup de brochures, et de petits journaux, revues et de choses dissidentes qui circulent, lesquels sont merveilleux, à mon avis. Et il y a beaucoup d'activité sur l'Internet, Facebook et d'autres médias sociaux, que le gouvernement essaye de bâillonner.

Vous voyez, tandis que cela nous prend beaucoup d'énergie d'essayer de décoder ce qui se passe, cela leur prend aussi beaucoup d'énergie de continuer à prétendre être cette grande démocratie, et de s'en occuper de façon à ce qu'elle soit différente de, disons, la Chine qui prendrait simplement des mesures autoritaires. Et la réduction des médias au silence en Chine ou dans d'autres pays ouvertement dictatoriaux est différente de ce qui se passe ici. Ici, je pense qu'ils jouent au plus fin et ils sont brahmaniques dans leur ruse. Mais cela va au-delà du Manusmrti, où on versait du plomb dans l'oreille du Dalit qui avait entendu quelque chose par hasard. Cela va au-delà de ça, mais les sentiments ne sont pas si différents. Et le bénéfice à tirer d'avoir l'air d'une démocratie, d'avoir tous ces merveilleux médias et tout cela, doit aussi être mis dans le bilan. L'Inde gagne beaucoup de bons points en ayant l'air d'une démocratie, ce qui explique pourquoi personne ne dit sur le Cachemire la moitié de ce qu'il ne dirait sur le Tibet ou la révolte au Moyen-Orient. Par conséquent, lorsqu'un média d'importance majeure se met à rendre compte avec beaucoup d'enthousiasme au sujet d'une révolte et garde le silence au sujet d'une autre, il faut y réfléchir - pourquoi cela arrive-t-il? Quelle est l'histoire ici?